

Un autre aspect du même problème est lié au chômage dans le centre-ville de Winnipeg. Le discours prononcé par le ministre lundi dernier traite d'un projet de services communautaires, ce nouveau programme qui est sensé faire tant de bien dans les villes où on le mettra en application. Je dirais au ministre que cela ressemble beaucoup au recyclage de ce qui existait déjà, le programme Canada au Travail. Si on a l'intention d'en faire une version améliorée du programme Canada au Travail je prétend que cela est bien loin de répondre aux aspirations de ceux qui ont une expérience du programme Canada au Travail et qui en connaissent les faiblesses.

Pendant la campagne électorale il y a eu une réunion à Winnipeg. Le député de Provencher y était, peut-être s'en souvient-il; au cours de cette réunion un groupe a présenté des recommandations demandant d'autres programmes d'emploi au centre-ville. On demandait entre autres que l'on prévoit un cycle de trois ans, quel que soit le programme, qu'on l'appelle Canada au Travail ou services communautaires.

Je constate que le cycle triennal du projet de services communautaires va en diminuant. Il sera pleinement financé la première année, et il le sera de moins en moins les deux dernières années. Le financement des programmes est assorti de certaines conditions pour déterminer comment il s'effectuera ou, encore, s'il sera maintenu. Ainsi, on se demandera si les contributions des usagers pourraient les maintenir par la suite, ce qui introduit le principe du paiement par l'utilisateur dans les services sociaux. Son expérience de la ville de Winnipeg aurait dû apprendre au ministre qu'aucun programme requis de subsister dans le centre ville à même les contributions des usagers ne peut régler les problèmes de cette zone. Il devrait savoir qu'un programme comme celui-là ne saurait régler les problèmes du chômage.

Nous avons entendu parler de taux de chômage de 7, 8 et 9 p. 100. Une étude effectuée à la division scolaire n° 1 de Winnipeg montre que parmi la population adulte habitant le quartier avoisinant l'école Dufferin dans le centre-ville de Winnipeg, le taux de chômage atteint 60 p. 100. Toujours dans le centre-ville, aux alentours de l'école William Whyte, le taux de chômage est de 55 p. 100; près de l'école David Livingston, il est de 45 p. 100; près de l'école Norquay, à North Point Douglas, il est de 44 p. 100; près de l'école Strathcona, en face de Robertson House où je travaillais, le taux de chômage atteint 39 p. 100. Ce taux est de 13 p. 100 ou plus parmi les parents des enfants qui fréquentent 28 écoles de ce secteur.

● (2040)

De toute évidence, le programme que le ministre a annoncé lundi ne pourra régler cette sorte de problèmes pas plus d'ailleurs que le programme de crédit d'impôt à l'emploi. Le ministre ne doit pas leurrer le public en affirmant que ces programmes vont résoudre nos problèmes, surtout qu'ils ne sont pas assez sélectifs pour régler les difficultés particulières du centre-ville. C'est ainsi que le projet relatif aux services

communautaires va perpétuer les mêmes problèmes qu'ont connus les programmes de ce genre depuis des années.

Crédit d'impôt à l'emploi—Loi

Quel genre de problèmes, me demanderez-vous. Il faudrait proposer des programmes qui assurent une certaine sécurité, afin que les gens qui acceptent un emploi sachent s'ils l'auront encore l'an prochain à la même date, au moment où la subvention devra être renouvelée. Je constate que le programme de développement communautaire n'est offert que pour un an, ce qui laisse entier le problème de l'insécurité.

Quant au programme de trois ans, il faudra quand même que les intéressés cherchent chaque année des revenus d'appoint puisque le financement fédéral est dégressif. Le ministre devrait être au courant des problèmes financiers auxquels se sont heurtés les programmes communautaires des écoles du centre-ville de Winnipeg lorsque le gouvernement provincial et le conseil scolaire ont décidé de s'en désintéresser. Il devrait savoir tout ce qu'on a tenté pour obtenir de l'argent de la Fédération des œuvres. C'est précisément ce type d'incertitude que le ministre impose à chacun des projets qui seront financés dans le cadre du Programme des services communautaires.

C'est une réponse bien peu satisfaisante, vu les problèmes qui ont été communiqués au ministre depuis qu'il est en fonction et avant son élection, et dont il devrait être bien au courant. Ces problèmes existent depuis des années. J'invite le ministre à défendre les programmes en question et je lui demande ne pas en remettre comme il a l'habitude de le faire en parlant de ses propres initiatives. Le ministre peut-il nous dire comment ces programmes résoudre les problèmes des chômeurs qui habitent certains secteurs aux environs des écoles du centre-ville et qui représentent 60 et 55 p. 100 des travailleurs dans ces secteurs?

J'espère que le ministre n'essaiera pas de parler des choses extraordinaires qui se produiront à cause de sa déclaration de vendredi dernier, car nous ne savons pas et nous ne saurons pas avant quelque temps si les fonds qu'il a annoncés serviront à mettre en valeur le centre de Winnipeg, afin d'aider les locataires et les gagne-petit de ce secteur, ou s'ils seront affectés sur l'ordre de l'ICEC du conseil municipal. Monsieur le président, j'ai dû m'arrêter un instant parce que les choses que j'aurais voulu dire à propos de L'ICEC seraient anti-parlementaires. Nous ne savons pas au juste comment l'argent sera dépensé et si le programme aidera les nombreux chômeurs de ce secteur.

M. Axworthy: Monsieur le président, je m'excuse auprès des membres du comité du fait que le débat semble porter beaucoup sur Winnipeg ce soir. Le député de Winnipeg-Birds Hill a soulevé des questions très intéressantes à propos des initiatives dans le domaine de l'emploi et de la façon dont ces initiatives pourraient toucher le centre-ville de Winnipeg, c'est-à-dire un secteur dont nous nous préoccupons tous les deux depuis plusieurs années. Je trouve un peu étrange d'entendre le député me reprocher et reprocher à mon gouvernement de n'avoir pas réussi à remédier au chômage dans le centre-ville de Winnipeg après seulement trois mois au pouvoir.